



ARRÊTÉ MODIFICATIF

portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
GAEC de l'UNION à Pommerit-le-Vicomte

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 mars 2017 portant modification des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 6 avril 1987, modifié le 2 août 2019, autorisant le GAEC de l'UNION, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerbrézellec » à Pommerit-le-Vicomte, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 portant décision, après examen au cas par cas, de la dispense de production d'une étude d'impact pour le projet d'augmentation de la capacité de production de gaz et d'électricité de l'unité de méthanisation ;
- Vu** la demande présentée le 16 décembre 2022 par le GAEC de l'UNION en vue d'effectuer :
- l'évolution de la capacité de production de gaz et d'électricité de l'unité de méthanisation afin d'atteindre une capacité de traitement de 31,2 tonnes par jour, de matières organiques, ce qui permettra de produire du biogaz pour alimenter le nouveau cogénérateur d'une puissance thermique de 242 KW, en annexe d'un élevage porcin ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 2 mars 2023 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 6 avril 2023 ;

Considérant que la demande présentée répond aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que la demande concerne l'augmentation du tonnage d'intrants dans l'unité de méthanisation, la création de deux nouveaux bassins et la mise à jour du plan de gestion des déjections ;

Considérant que l'étude préalable au cas par cas a conclu que la réalisation d'une évaluation environnementale ne se justifiait pas ;

Considérant que l'ensemble du digestat liquide et solide sera valorisé en tant que matières fertilisantes dans le cadre du cahier des charges DIG et qu'une solution de secours qui respecte la réglementation en vigueur est présentée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Le GAEC de l'UNION, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerbrezellec » sur la commune de POMMERIT-le-VICOMTE, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2308 emplacements de porcs de production de 30 kg et de 576 animaux équivalents (A.E.), ainsi qu'une unité de méthanisation de matières végétales et d'effluents d'élevage d'une capacité de 31,2 t/j.

Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	2308	Emplacements
2102*	1	E	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Animaux-équivalents	> 450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1AE	576	AE
2781	2b	E	Unité de méthanisation	Méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute	Quantité de matière traitée en tonne par jour (t/j)	< 100 t/j	Tonne	31,2	t/j
4310	2	DC	Stockage de gaz inflammables	Gaz inflammables catégorie 1 et 2	quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 1 t < 10 t	Tonne	1,58	Tonne

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

* Cette rubrique ne tient pas compte des animaux classés au titre de la rubrique 3660.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements) :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2150-2°	D	Rejet d'eau pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha 2° supérieure à 1ha mais inférieure à 20ha		4,35 ha

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
POMMERIT LE VICOMTE	Porcin	ZB	50 – 51

2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents ou emplacements (rubrique 3660)	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers)
Porcs charcutiers (>30kg)	2308 emplacements	2308	8045
Porcelets	576 Animaux équivalents	2880	16287

2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

3.1. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.2. - Alimentation biphase

3.2.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

3.3. - Prescriptions particulières concernant le devenir des effluents :

La totalité des déjections maîtrisables de l'élevage soit 8568 m³ de lisier de porcs (34103 UN et 20635 UP2O5) et 300 tonnes de fumier de bovins (925 UN et 422 UP2O5) est envoyée dans l'unité de méthanisation.

Article 4 : Respect des meilleures techniques disponibles

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 5 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

5.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

5.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

5.3.- Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

5.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

Article 6 : prescriptions complémentaires concernant l'unité de méthanisation

6.1. - La quantité maximale de matières traitées est de 11382 tonnes par an soit un flux journalier maxi entrant de 31,2 t/j.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2781-2b de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après :

6.2. - Flux annuel de matières à traiter entrant dans l'unité de méthanisation (digesteur) :

Matières traitées	Quantité (M3 ou tonnes)	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
Lisier porcs	8568	34103	20635	22280
Fumier bovin	300	925	422	1381
Eaux souillées	100	/	/	/
CIVE	1400	5880	2100	5040
Paille de blé	300	1709	510	3698
Rafles de maïs	450	3548	710	2540
Maïs fourrage ensilé	180	672	320	1040
Déchets de légumes	28	87	26	113
Fromage	56	208	894	1038
TOTAL	11382	47132	25617	37130

Toute admission de matière donne lieu à un enregistrement dans un registre d'entrée. Ce registre est conservé pendant 3 ans minimum.

Toute incorporation de matières à traiter autre que celles citées dans le tableau ci-dessus doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

6.3. - Flux annuel du digestat sortant du digesteur :

Quantité digestat (m3)	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
11332	47132	25617	37130

6.3.1. - Digestat entrant dans la centrifugeuse

Digestat	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	3400 m3	9,3 m3	11,2 m3
N Global	14140 kg	38,7 kg	46,5 kg
P2O5	7685 kg	21,1 kg	25,3 kg

6.3.2. - Produits issus de la centrifugation

Digestat solide	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	677 t	1,9 t
N Global	3724 kg	10,2 kg
P2O5	5226 kg	14,3 kg

Digestat liquide centrifugé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2723 m3	7,5 m3
N Global	10415 kg	28,5 kg
P2O5	2459 kg	6,7 kg

6.4. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser les lisiers bruts entrant dans le digesteur ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume de matières entrantes dans le digesteur ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le digestat sortant du digesteur ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser les digestats entrant dans la centrifugeuse ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le digestat centrifugé sortant de la centrifugeuse ;

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs seront consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

6.5. - Autosurveillance

Outre les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé, pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de méthanisation, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières trimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de matières traitées par l'unité de méthanisation,
- bilan des volumes de digestat produit ;
- une analyse du digestat (MO, MS, N, P2O5, K2O). L'échantillon sera prélevé en sortie du digesteur.

Les bilans seront adressés trimestriellement par l'éleveur à l'inspection des ICPE de la DDPP. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

6.5.1. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de méthanisation.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués une fois par an. Les autres paramètres restent inchangés.

6.6. - Prescriptions particulières en matière de stockage

- les intrants liquides sont réceptionnés et homogénéisés dans des pré-fosses et fosse d'un volume total de 1100 m³.
- les fumiers sont stockés sur la plate-forme bétonnée couverte de 300 m²
- la matière végétale est stockée dans quatre silos d'une surface totale 1350 m².
- la fraction solide issue du digestat est stockée dans un bâtiment couvert de 392 m².

Tous les ouvrages de stockage comprenant le digesteur d'un volume de 794 m³ brut, les post-digesteurs d'un volume de 1021 m³ et de 1362 m³ et deux fosses couvertes de stockage du digestat d'un volume total de 7073 m³ total sont munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol.

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée.

6.7. - Production de biogaz et utilisation

La totalité du biogaz est valorisée par un co-générateur.

6.8. - air, odeur

La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moyen d'analyses effectuées au moins une fois par jour. Les résultats des mesures sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

La teneur en hydrogène sulfuré (H₂S) du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.

Article 7 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle ZB - 49, un volume annuel brut de : 7300 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1^{er} avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 8 : Autres dispositions

Cet arrêté modifie l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 avril 1987 et en remplace l'ensemble des articles.

L'arrêté préfectoral du 2 août 2019 est abrogé.

Article 9 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 10 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Pommerit-le-Vicomte pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Pommerit-le-Vicomte pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 11 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Pommerit-le-Vicomte et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

11 AVR. 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU